

QUE FAIRE?

La C.G.T.F.O. tiendra son Congrès du 2 au 6 février 2004. Il a été précédé d'une querelle de prétendants à la succession de Marc Blondel, qui s'est, heureusement, quoique tardivement, terminée.

Cela devrait permettre aux militants de la C.G.T.F.O. de se poser les questions d'orientation qui conditionnent le devenir du syndicalisme et, au delà, de la démocratie. Par exemple, l'existence de syndicats indépendants se situant sur le terrain de la défense des «*intérêts particuliers*» des travailleurs est-elle compatible avec les institutions totalitaires du 4^{ème} Reich, fondées sur l'idéologie du «*bien commun*»?

La C.E.S. est-elle une Confédération ouvrière ou tout simplement une institution de «*l'Union Européenne*»?... Il ne fait aucun doute qu'il est nécessaire de caractériser correctement cette version, à peine modernisée, des «*syndicats jaunes*». Et la question se posera nécessairement: la C.G.T.F.O. doit-elle rester dans l'organisation européenne du «*syndicalisme rassemblé*» qui s'apparente plus au «*Front du Travail*» des Nationaux-Socialistes allemands qu'à la «*vieille C.G.T.*» dont la C.G.T.F.O. revendique l'héritage?

Que signifie, aujourd'hui, le mot réformiste dont tout le monde semble vouloir (au moins provisoirement) se réclamer?

Telles sont quelques unes des questions que le Congrès Confédéral et le Comité Confédéral National de la C.G.T.F.O. devront nécessairement se poser... et que pose l'article de notre camarade Pierre Ferme que nous publions ci-dessous.

Alexandre HÉBERT.
